

DÉBATS • CHINE

## « EDF a sous-estimé la culture du secret du régime chinois »

### TRIBUNE

#### Isabelle Feng

Chercheuse

La fermeture de l'EPR de Taishan, conçu par l'entreprise française, a terni l'image de l'électricien qui « n'a pu se faire respecter par ses cocontractants chinois », décrypte la chercheuse.

Publié le 19 novembre 2021 à 13h01 - Mis à jour le 19 novembre 2021 à 21h27 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

**Tribune.** Existe-t-il une troisième voie dans un monde dominé par le conflit entre les Etats-Unis et la Chine ? La question se pose autant à l'Union européenne qu'aux multinationales européennes implantées en Chine depuis des décennies, comme EDF.

Si la crise climatique qui hante le Vieux Continent redonne au nucléaire de nouvelles perspectives pour EDF en Europe, le ciel s'assombrit funestement en Chine. En effet, avec le découplage technologique que les Américains ont mis en place avec détermination vis-à-vis de leur rival asiatique, il devient risqué de collaborer avec les mastodontes chinois bannis par Washington, étant donné l'extraterritorialité des sanctions américaines. C'est ce que montre le récent incident intervenu dans la centrale nucléaire de Taishan, à 140 kilomètres de Hongkong, dans le sud de la Chine, qu'EDF exploite avec China General Nuclear Power Corporation (CGN), le plus grand groupe nucléaire du pays. Mis en service en décembre 2018, le réacteur de Taishan 1, premier EPR de conception française opérationnel dans le monde, fournissait l'électricité à 4 millions de foyers chinois.

**Lire aussi** | [EDF relativise l'incident survenu à la centrale nucléaire de Taishan en Chine](#)

Fin mai, EDF est alertée par « *un incident* » sur le réacteur et découvre que, à la demande de CGN, la National Nuclear Safety Administration, l'autorité de sûreté nucléaire chinoise, avait relevé dès

décembre 2020 le seuil autorisé de concentration des gaz rares dans le circuit primaire à 324 gigabecquerels par tonne d'eau (GBt/t) – alors qu'il est de 150 GBt/t en France – pour éviter l'arrêt du réacteur dans une région souffrant d'une pénurie d'électricité depuis plusieurs mois.

Le taux effectif atteignait déjà 290 GBt/t lorsque le Français est prévenu. Or, l'intervention des ingénieurs américains de Framatome, filiale d'EDF, est nécessaire. En effet, la technologie nucléaire française est d'origine américaine : Framatome est l'acronyme de « Franco-américaine de constructions atomiques », dont l'objectif premier fut d'exploiter la licence du géant américain Westinghouse dans le domaine des réacteurs à eau pressurisée.

Mais Framatome ne peut venir au chevet du groupe public chinois qu'avec une dérogation préalable accordée par la Maison Blanche. CGN figure en effet, depuis août 2019, sur la liste noire du président Trump, qui soupçonne l'entreprise d'espionnage militaire et lui interdit l'accès aux technologies américaines.

Le 3 juin, Framatome doit informer le Department of Energy avant de lui demander, le 8 juin, la permission de transférer d'urgence, face à un « *risque radiocactif imminent* » à Taishan, des données techniques dont la propriété intellectuelle est héritée de Westinghouse.

## Fuites dans la presse

Mais l'administration Biden refuse, le 11 juin, estimant que, sur la base des données fournies, la situation ne constitue pas « *une situation de crise* » qui justifierait de déroger aux sanctions contre CGN. EDF se trouve ainsi plongé dans un imbroglio politico-diplomatique, Pékin étant furieux d'apprendre par Washington la saisine de Framatome, dont la presse américaine se fait rapidement l'écho, et de se trouver à la merci d'un verdict de son rival géopolitique. EDF s'empresse d'indiquer, le 14 juin, que « *le réacteur est actuellement dans son domaine de fonctionnement et de sûreté autorisé* ». Et le lendemain, un porte-parole de Pékin déclare qu'il n'y a « *aucune anomalie* » dans la centrale.

**Lire la chronique de Jean-Michel Bezat :**      [« Le durcissement du régime chinois depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping incite les entreprises étrangères à redoubler de prudence »](#)

Pourtant, le 22 juillet, à l'issue d'un conseil d'administration avec son coactionnaire chinois TNPJVC, EDF reconnaît, dans un communiqué laborieux, que « *les procédures d'EDF en matière d'exploitation du parc nucléaire français conduiraient EDF, en France, à mettre le réacteur à l'arrêt* », et prend soin de souligner que, « *à Taishan, les décisions correspondantes appartiennent à TNPJVC* ». Le « partenaire » chinois attendra encore une semaine pour annoncer la fermeture du réacteur, officiellement pour « *faciliter la construction du réseau électrique de la région* » ! Taishan 1 est depuis toujours à l'arrêt, alors que Pékin doit affronter une grave pénurie énergétique due au manque de charbon...

## Sourde oreille

L'affaire de Taishan démontre à quel point le groupe tricolore a sous-estimé la culture du secret du régime communiste et les conséquences désastreuses qui pouvaient en résulter. EDF, incapable de

défendre son point de vue, a vu son image ternie et n'a pu se faire respecter par ses cocontractants chinois qui, dès le début de l'incident, ont fait la sourde oreille.

**Lire la chronique de Frédéric Lemaître :**      [« Le rêve chinois d'EDF semble bel et bien terminé »](#)

Partie de zéro il y a seulement quarante ans, la course effrénée lancée par le Parti communiste pour faire de la Chine « *une grande nation nucléaire* » a porté ses fruits : 59 % des réacteurs nouvellement construits dans le monde entre 2011 et 2020 sont chinois (37 sur 63). Selon l'édition 2021 du World Nuclear Industry Status Report (WNISR), la Chine a détrôné en 2020 la France au rang de deuxième plus gros producteur d'électricité nucléaire du monde derrière les Etats-Unis. Et ce, grâce aux transferts de technologies plus ou moins forcés consentis par des entreprises occidentales, dont EDF.

EDF pourrait connaître d'autres déboires chinois au Royaume-Uni, où CGN est son principal partenaire dans quatre projets de centrales nucléaires, dont Hinkley Point. En effet, les députés britanniques ont, au nom de la sécurité nationale, voté en avril 2021 la loi National Security and Investment Act, autorisant le gouvernement à filtrer les investissements étrangers dans dix-sept secteurs-clés, dont le nucléaire civil. Le 3 novembre, lors du débat sur le projet de loi « Nuclear Energy Financing Bill » organisant un nouveau mode de financement pour les futurs chantiers atomiques, le Parlement de Sa Majesté a réaffirmé sa volonté de rejeter toute participation du groupe étatique chinois...

📄 **Isabelle Feng** est collaboratrice scientifique au Centre Perelman de philosophie du droit à l'Université libre de Bruxelles.

## La Chine, partenaire et rival

Le programme d'expansion mondiale de Pékin pourrait conduire la France, après d'autres démocraties libérales, à un passage en revue des liens économiques tissés au fil du temps.

- [« Pour Pékin, le commerce et la politique sont inséparables »](#), par Jonathan Holslag, professeur de politique internationale à l'Université libre de Bruxelles
- [« Doit-on, et peut-on, découpler les économies française et chinoise ? »](#), par Mary-Françoise Renard, professeure

émérite d'économie à l'université Clermont Auvergne et autrice de « La Chine dans l'économie mondiale »

- « EDF a sous-estimé la culture du secret du régime chinois », par Isabelle Feng, collaboratrice scientifique au Centre Perelman de philosophie du droit à l'Université libre de Bruxelles
- « Avons-nous encore le droit de nous fâcher avec la Chine ? », par Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP) et autrice de « La France peut-elle tenir encore longtemps ? »

**Isabelle Feng** (Chercheuse)

**Services**



